



LA UNE

Enquête sur les bonnes affaires africaines de Bolloré Par Blandine Flipo

S'aider de la presse pour développer ses affaires, le procédé est éprouvé. Vincent Bolloré est passé maître en la matière, spécialement dans ses affaires africaines. Pour preuve, il faut lire cette interview de 20 pages, dans le numéro double de *Jeune Afrique*, actuellement dans les kiosques.

L'hebdomadaire panafricain, un des plus lus en Afrique francophone, y décrit un « séducteur chaleureux » ayant eu l'« amabilité de nous accorder quelques heures de son temps précieux ». L'homme n'est pas un inconnu chez *Jeune Afrique*. En 1999, le magazine lui avait déjà généreusement ouvert ses pages. Selon des sources bien informées, l'industriel breton a versé dans les années 1990 une obole au journal en difficulté. *Jeune Afrique* n'y fait aucune allusion dans son texte de présentation de l'interview.

Dans cet entretien, Vincent Bolloré martèle : « Nous ne nous désengageons pas de l'Afrique. On y est même de plus en plus présents. » Hasard bienheureux, le 3 avril, quelques jours après la parution du journal, l'industriel breton s'est rendu à une cérémonie sur le port autonome d'Abidjan en Côte-d'Ivoire.

L'interview donnée à *Jeune Afrique* ne pouvait pas avoir échappé aux Ivoiriens : Laurent Gbagbo y figure en une. Lors de ce voyage, Vincent Bolloré a rencontré le président Gbagbo, qu'il qualifie d'homme « tout à fait remarquable » dans *Jeune Afrique*. Il a d'ailleurs été fait par la présidence ivoirienne « commandeur de l'ordre national ».

Cet épisode illustre parfaitement la stratégie de communication actuelle du groupe Bolloré. Jadis engagée dans les usines de production de tabac ou dans le bois, la multinationale se concentre aujourd'hui sur les activités logistiques, du chemin de fer à la gestion portuaire. Faisant face à une concurrence acharnée, Bolloré s'est lancé dans une opération séduction avec les Etats d'Afrique francophone pour la gestion de leurs ports. Il vise plus particulièrement l'activité des terminaux à conteneurs, très lucrative.

Déficitaire dans ses activités médias (Havas, la télévision Direct 8, les quotidiens gratuits *Direct Matin* et *Direct Soir*), le groupe breton réalise plus de 60 % de son chiffre d'affaires dans la logistique et le transport. En 2007, il a réalisé sur le continent africain un chiffre d'affaires de 1,4 milliard d'euros sur un total de 6,4 milliards. La multinationale compte progresser à 1,7 milliard d'euros en 2008. Plus éloquent encore : la moitié de ses investissements en 2007 ont été réalisés en Afrique, soit 120 millions d'euros. Cette somme pourrait atteindre 200 millions d'euros en 2008.

Les implantations africaines du Groupe Bolloré en Afrique, via le site du groupe

Les couvertures de "Matin Plus"

La Côte-d'Ivoire est un maillon essentiel pour la multinationale bretonne. Le pays représente 15% des investissements du groupe en Afrique. En 2004, l'Etat ivoirien a concédé de gré à gré la gestion du port autonome d'Abidjan à Bolloré. Cette procédure a créé une polémique, largement relayée par les médias ivoiriens. « *Un débat fangeux* », dit aujourd'hui Laurent Gbagbo qui s'est excusé auprès des responsables du groupe Bolloré.

Ses concurrents ont crié au favoritisme et entamé des démarches en 2006 pour contester ce qu'ils considèrent comme un abus de position dominante. Parmi eux, on retrouve Jacques Dupuydauby, président de l'entreprise espagnole Progosa. Cet ex-collaborateur se qualifie lui-même d'« ennemi intime » de Vincent Bolloré. Celui-ci, pour cause de voyage ivoirien, n'a pas pu répondre à nos questions sur ce sujet. Dans *Jeune Afrique*, il évoque cependant les attaques sur le cas abidjanais : « *Il y a eu un appel d'offres, et personne ne s'est présenté.* »

Dans toute l'Afrique francophone, le patron breton voit son monopole contesté dans la gestion portuaire, et son offensive dans les médias n'a pas toujours les effets escomptés. Il y a quelques mois, Abdoulaye Wade, le président sénégalais, a eu droit à un portrait dithyrambique dans le quotidien gratuit *Matin Plus* (devenu *Direct Matin*), propriété de Bolloré et du groupe *Le Monde*.

Pourtant, suite à un appel d'offres international, l'industriel a finalement perdu en décembre 2007 la concession du terminal à conteneurs au Sénégal au profit de Dubai Ports World (DPW). Vincent Bolloré n'a pas digéré cet échec. En l'état, sa filiale SDV continue de gérer actuellement le terminal à conteneurs du port autonome de Dakar. Les Koweïtiens ne sont pas encore établis : ils sont en train de former du personnel sénégalais à Djibouti. « *Tout peut arriver en Afrique* », veut croire l'investisseur français dans *Jeune Afrique*.

Cette mésaventure n'a pas découragé Vincent Bolloré dans sa croisade médiatique. L'exemple camerounais est un des plus flagrants. Le 26 février, *Matin Plus*, a fait sa une sur Paul Biya, le président camerounais, en visite en France. En octobre 2007, déjà, le chef d'Etat camerounais avait connu cet honneur.

La presse camerounaise n'avait pas été oubliée. D'après les informations de *La Lettre du continent*, six rédacteurs en chef des médias les plus puissants du pays s'étaient vu offrir un petit séjour en France en mai 2007, aux frais du groupe breton.

En 2003, ce dernier a remporté pour quinze ans la concession du port autonome de Douala (PAD), en association avec le Danois Maersk. Il gère le terminal à conteneurs et l'entretien du canal. Le 8 novembre 2007, le patron de la société Progosa a porté plainte devant un juge d'instruction à Douala pour « *corruption et*



favoritisme ». Bolloré a de son côté déposé plainte pour diffamation à l'encontre de Jacques Dupuydauby.

Le rôle de Michel Roussin

«A l'époque la Banque mondiale avait émis un avis négatif à l'offre de Bolloré, sur le motif qu'elle était défavorable pour l'Etat du Cameroun », plaide Jacques Dupuydauby. Sa plainte a été jugée recevable. L'ancien ministre camerounais Alphonse Siyam Siwé, qui était directeur du PAD à l'époque, a été entendu plusieurs fois sur cette affaire. Le 12 décembre 2007, ce dernier a été arrêté pour corruption dans le cadre de l'opération Epervier, qui vise à faire le ménage dans les institutions camerounaises.

Pour mémoire, le Cameroun est un des pays les plus corrompus du monde. Il se classe 138e sur 179 dans le dernier classement de probité établi chaque année par l'organisation non gouvernementale Transparency International.

Ces péripéties judiciaires n'ont guère ému l'industriel breton. L'homme d'affaires a annoncé un plan d'extension du port. Le 24 février, il a également promis un plan d'investissement de 30 milliards de FCFA dans le pays (45,7 millions d'euros). Quelques jours avant, son bras droit Michel Roussin, ancien ministre de la Coopération et proche de Jacques Chirac, et également responsable de l'international au Medef, a opportunément signé au nom du groupe un partenariat avec la fondation humanitaire Chantal Biya, qui appartient à la femme du chef de l'Etat camerounais.

S'il paraît bien placé pour remporter la mise au Cameroun, les affaires se corsent dans d'autres pays. Au Gabon, la partie s'annonce serrée avec Dupuydauby. Ce dernier lui conteste la pro-

priété de la Sigeprag, la société gérante du port d'Owendo et de Port-Gentil. Le 20 février, Jacques Dupuydauby a obtenu un arrêt de la cour de cassation en sa faveur. Le port se retrouve donc avec deux gestionnaires...

Au Togo, la situation est inversée. Le groupe breton remet en cause la gestion de Progosa, et l'affaire est également devant les tribunaux. A Lomé, les choses ont pris un tour rocambolesque le 10 février 2006 : de passage dans le pays, cinq dirigeants du groupe Bolloré se sont retrouvés en garde à vue, accusés de «*corruption* ».

L'ambition du groupe français n'en est pas pour autant émue. D'après la *Lettre du continent*, la multinationale serait bien placée pour remporter la gestion du port de Conakry en Guinée. Le groupe Bolloré est également pressenti pour prendre le contrôle du terminal à conteneurs du port autonome de Pointe-Noire (PAPN), au Congo-Brazzaville. Il a également pris pied dans le port d'Accra, au Ghana, et Lagos au Nigeria. L'Afrique de l'Est n'est pas oubliée avec un projet sur Mombasa, au Kenya. Le groupe français a également des vues à Luanda, en Angola, où doit se rendre Nicolas Sarkozy le 23 mai, d'après *La Lettre du continent*.

Dans son interview donnée à *Jeune Afrique*, Vincent Bolloré baïle d'un revers de la main tout bénéfique qu'il pourrait tirer de son amitié avec le chef de l'Etat français. «*Nicolas Sarkozy a été élu Président de la République en mai 2007, or ça fait des dizaines d'années que notre groupe travaille très bien en Afrique* », dit-il. Et le message est clair également qu'il entend bien y rester, et y prospérer.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Directrice général : Marie-Hélène Smiéjan

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007. Capital social : 1 958 930 €. Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : en cours.

Conseil de direction : François Bonnet, Jean-Louis Bouchard, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa ; Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 80 ou 01 90

Propriétaire, éditeur et prestataire des services proposés sur ce site web : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 958 930 euros, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.